

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 83 (1995)

Heft: 10

Rubrik: Dossier

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 22.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Dans le cyclone des économies

En 1994, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) fêtaient le cinquantième anniversaire de leur fondation. Des célébrations qui ne réjouissent guère le cœur des pauvres du tiers monde, et encore moins celui des femmes...

Ce dossier est consacré à l'impact des politiques de l'ajustement structurel sur la vie des femmes, celles du Sud en particulier. Le terme d'ajustement structurel désigne les mesures que prennent les divers pays du tiers monde pour affronter la grave crise de la dette extérieure. Une politique de rigueur mise en branle par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Si ces institutions font parler d'elles aujourd'hui, c'est surtout à cause des critiques que soulèvent leurs programmes. Loin de promouvoir croissance et stabilité comme l'imaginait Lord Keynes, en 1944, à Bretton-Woods, lors de leur fondation, les deux organisations sont considérées comme responsables, en partie, du déséquilibre croissant de l'économie mondiale. On leur reproche d'appliquer des mesures destinées à redresser l'équilibre de la balance des paiements et à enrayer les déficits publics sans analyser au préalable leurs implications sur les couches les plus fragiles des populations. Résultat: les conditions de vie des plus vulnérables, celles des femmes en particulier, ne cessent de se dégrader. Depuis l'application des politiques d'ajustement structurel en 1980, le nombre des pauvres en Amérique latine est passé de 130 millions à 180 millions au début des années 90. Les programmes ont «annulé en grande partie les progrès des années 60 et 70» écrit M. Enrique Iglesias, président de la Banque interaméricaine de développement (BID). Des critiques sans doute un peu sévères.

Avant de pénétrer plus avant dans l'analyse et de tenter de tenir les multiples fils qui relient les femmes du Sud aux aléas des politiques de l'ajustement structurel, il faut évoquer l'ampleur du phénomène de la récession. Les nouvelles politiques d'austérité ne sont pas l'apanage du tiers monde. De gré ou de force, tous les pays du monde sont contraints de passer par des politiques d'ajustement. La question est de savoir «comment ajuster». Comment réduire les dépenses en tenant compte de la division du travail et des relations entre les sexes afin de ne pas précipiter les femmes les plus fragiles dans les affres de la pauvreté ou de la misère?

Société des élus et des exclues

Le problème au Nord est de plus en plus celui de l'avènement d'une société duale des élus et des exclues. Le rapport de l'Unicef «la situation des enfants dans le monde» (1994), révèle qu'aux Etats-Unis un jeune sur cinq vit aujourd'hui au-dessous du seuil de pauvreté. La couverture vaccinale des enfants ne dépasse pas 10% dans certains quartiers urbains. La Bolivie

et Haïti sont les seuls pays à enregistrer des taux inférieurs. Pendant la décennie des années 80, plus de 1,1 million de familles monoparentales américaines basculent dans la pauvreté. S'agissant des taux de mortalité infantile, les Etats-Unis occupent aujourd'hui le 19ème rang, derrière la plupart des pays industrialisés. Les coupes sévères pratiquées dans les programmes d'aide sociale expliquent ce naufrage.

Dans les pays industrialisés, les restructurations économiques se font à l'aveugle sans véritable réflexion sur leur impact.



Les femmes sont les victimes privilégiées des mesures d'ajustement structurel.

(Le courrier ACP-CEE)



L'image mentale de référence demeure celle de la famille patriarcale, dépendante du seul travail masculin. Conséquence: les mesures d'austérité provoquent une paupérisation croissante de nombreuses femmes: femmes au chômage, femmes seules avec charge de famille, veuves et femmes âgées. Le phénomène devient inquiétant au Royaume-Uni où les coupes dans les budgets publics de la santé, de l'éducation et des allocations provoquent l'apparition de véritables îlots de pauvreté.

A l'Est, retour des anciennes valeurs

L'apparition d'une économie de marché et les ajustements qui en découlent, bouleversent les sociétés des pays d'Europe centrale et de l'Est. Les phénomènes du chô-

mage, de la diminution de l'embauche, de la prolifération d'emplois précaires, sans aucune sécurité sociale, provoquent de nouvelles relations entre les sexes.

Les femmes connaissent des taux élevés de chômage sauf dans les secteurs du textile et de l'alimentation. Deux secteurs où les salaires sont traditionnellement bas. Ailleurs, les entreprises évitent d'employer des femmes. Elles redoutent le paiement des congés maternité. Services de garde des enfants et congé maternité, traditionnellement payés par les entreprises sous l'ancien régime, sont d'ailleurs en voie de disparition. Les femmes se trouvent confrontées à un retour précipité des anciennes valeurs: modèle de la femme au foyer, entraves religieuses à la contraception. Face à cette évolution, nombre d'organisations féministes se mobilisent et tentent de faire respecter les principes d'égalité des sexes.

Un phénomène mondial

On le voit, du Nord au Sud et d'Est en Ouest, les économies vivent à l'heure des restructurations. Partout, il s'agit de s'ajuster à la récession par diverses mesures destinées à enrayer la croissance des déficits publics. Le phénomène est mondial.

Ces nouvelles politiques évitent de se poser la question de leurs implications sur la vie de plus de la moitié de la population mondiale. Les outils des analyses économiques sont ceux de l'homo oeconomicus, un être imaginaire, asexué mais qui ressemble à s'y méprendre à un homme. Toute analyse en termes de relations entre les sexes (gender analysis) est évitée. Elle risque de remettre en question le fondement des théories économiques, ce prêt à porter masculin, taillé par des hommes à la mesure des autres hommes.

Au fil de la dette

La crise de la dette éclate au début des années 80. Nombre de pays du tiers monde avaient contracté des emprunts, dans les années 70, auprès des banques privées occidentales. Ils manquent de fonds pour assurer le paiement des intérêts de leurs dettes. Taux d'intérêt élevés, accumulation de la dette, chute des prêts et stagnation des marchés mondiaux provoquent de graves crises économiques. Force est donc de s'engager sur la voie des restrictions budgétaires.

La Banque mondiale et le FMI proposent des «réformes de structures», censées assurer une croissance soutenue des économies: réduction des dépenses publiques - celles des services sociaux notamment - contrôle

ou baisse des salaires, ouverture du marché intérieur, allègement des restrictions aux investisseurs étrangers, stimulation des exportations et dévaluation des monnaies locales afin d'assurer la compétitivité sur les marchés. Il s'agit selon les mots du Président Reagan de laisser le marché «opérer sa magie».

Libéralisation et protectionnisme

En dépit des efforts, la magie ne se manifeste guère. Le fardeau de la dette globale des pays du Sud s'accroît. On accorde dès 1980 des prêts d'ajustements structurels

afin d'assurer le paiement des intérêts dus aux banques. Les pays concentrent leurs activités économiques sur la production destinée à l'exportation afin d'acquiescer des devises. Quelque 70 pays du tiers monde et d'Europe (Chypre, Turquie, Hongrie, Portugal, Roumanie) appliquent des politiques d'ajustement. Leurs efforts sont couronnés de succès. De 1984 à 1990, le transfert net de ressources financières en provenance du Sud vers les banques atteint 178 milliards de dollars. Mais à quel prix?

Les politiques d'ajustement proposées aux pays du tiers monde se fondent sur un mot-clé: libéralisation. Libéralisation des marchés, des prix, du commerce. Ces politiques doivent favoriser le décollage des économies. Libéralisation des importations et promotion des exportations sont deux mesures complémentaires destinées à renforcer l'intégration des pays du Sud à l'économie mondiale.

Les résultats globaux de ce nouveau crédo laissent perplexes. Les prix des produits d'exportation du tiers monde, des produits agricoles essentiellement, sont en baisse depuis 1980. Plusieurs facteurs expliquent cette évolution. Ce sont essentiellement la faible élasticité-revenu de la demande, l'apparition de produits de synthèse destinés à se substituer aux matières premières importées et la politique d'ajustement. L'encouragement des exportations provoque en effet une saturation des marchés et une baisse des prix. Les cours de certaines matières premières, comme le café et le cacao, s'effondrent.

Les politiques d'ajustement se heurtent aussi aux pratiques protectionnistes des pays du Nord, lesquels s'empressent d'ériger des barrières douanières dès qu'un produit du Sud menace leurs industries. On oblige donc les économies du Sud, les plus



Le désendettement par des politiques d'ajustement, oui, mais comment «ajuster»?

(Photo CIRIC, Lausanne)



Ajustement et emploi: Deux pays, deux politiques

Le Costa-Rica et le Mexique appliquent des politiques d'ajustement depuis près de dix ans. La situation des femmes s'améliore au Costa-Rica; elle empire au Mexique. Les pouvoirs publics mexicains concentrent leurs efforts sur la lutte contre l'inflation et cherchent à attirer les capitaux étrangers. On baisse les salaires afin d'alléger le coût du travail, on dérègle l'économie afin de laisser jouer librement les forces du marché. Résultat: les discriminations à l'encontre des femmes sur le marché de l'emploi ne cessent de croître. La main-d'œuvre féminine se concentre dans les usines de sous-traitance qui s'égrènent le long de la frontière avec les Etats-Unis. Le salaire des femmes dans ce secteur est tombé de 80% par rapport à celui des hommes en 1984 à 57% en 1992. Licenciées en grand nombre dans le secteur public, la proportion des femmes est passée de 42% à 35%.

Le Costa-Rica investit aussi dans les usines tournées vers l'exportation. Il recrute la main d'œuvre féminine - dans le textile en particulier - mais ne réduit pas les salaires. Il ratifie la convention du BIT contre toutes formes de discrimination et vote en 1990 la loi sur l'égalité. Les femmes conservent leur emploi dans le secteur public. Les allocations de congé maternité ont même augmenté. En 1987, les salaires féminins s'élevaient à 77% par rapport ceux des hommes. Ils sont passés à 83% en 1993. (A titre de comparaison: la Suisse 67,6%, moyenne mondiale 74,9%). Ajuster veut dire se serrer la ceinture. Au Costa-Rica, on ne tire pas quelques crans en plus du côté des femmes.

Simone Forster

fragiles de la planète, à poursuivre une politique libre-échangiste que l'on se refuse à appliquer au Nord. Les spécialistes du commerce international parlent de plus en plus de «libéralisme asymétrique».

Epuisement des ressources

La politique d'encouragement systématique des exportations appliquée sans discernement a parfois des effets graves sur l'environnement et sur les conditions de vie des populations du Sud. Ainsi, le Ghana, bon élève des politiques d'ajustement, s'est lancé dans l'exploitation du bois, une de ses principales ressources. La production de bois a doublé entre 1984 et 1987. On prévoit qu'à ce rythme d'exploitation, le Ghana va épuiser ses ressources forestières et devenir un importateur net de bois. Sont liés à la déforestation, la désertification et la paupérisation croissante des populations.

Ajustement à visage humain

Face aux effets désastreux de la politique d'ajustement dans nombre de pays du tiers monde, l'Unicef lance un cri d'alarme et élabore les principes d'une nouvelle politique: celle de «l'ajustement à visage humain». La chute des revenus par habitant et des taux d'investissement montre que l'ajustement analysé en termes classiques de croissance et de libéralisation n'a pas produit les effets escomptés.

Nombre de programmes d'ajustement n'aboutissent pas à la reprise de la croissance économique. La politique déflationniste entraîne une diminution de l'emploi et des revenus réels. Les interventions sur les taux de change et les prix au producteur provoquent une hausse des prix des produits alimentaires dans les zones urbaines. Il faut donc tenir compte des incidences de l'ajustement sur les plus vulnérables, soit sur les femmes et les enfants, et intégrer cette préoccupation dans la politique d'ensemble. Croissance implique d'abord satisfaction

des besoins essentiels des populations les plus pauvres. Une hausse du PNB ne signifie pas une plus grande équité de répartition des bénéfices dans la population.

Les études de l'Unicef montrent que la baisse des dépenses publiques, observée en Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient, se réalise avant tout dans les secteurs clés du développement: l'éducation et la santé. Les dépenses militaires sont peu touchées. En Bolivie, la baisse annuelle de 6 pour cent du Produit intérieur brut (PIB) s'est traduite par une baisse de 17 pour cent des dépenses de santé et d'éducation par habitant. Pour de nombreux pays, ajustement signifie sacrifice de qualité de vie et surtout de démocratie.

Un tiers des programmes d'ajustement des pays du Sud diminue les subventions alimentaires, la moitié les dépenses sociales par habitant. Résultat: 20 pour cent de la population de ces pays souffre de sous-alimentation, soit plus de deux milliards de personnes, des femmes et des enfants en majorité. «Une dette payée par la pauvreté est réglée sur la compte de la démocratie», déclarait le président Sarney (Brésil). Alertés, Le FMI et la Banque mondiale préconisent des mesures d'accompagnement afin d'atténuer les effets des politiques d'ajustement.

Quelques réussites

Le constat de la dérive des économies du Sud doit toutefois être nuancé. Quelques pays - Corée du Sud, Botswana, Zimbabwe, Gambie, Costa-Rica, Ile Maurice - parviennent à combiner ajustement structurel, croissance économique et protection des plus menacés. Les programmes sanitaires de base pour les femmes et les enfants des zones rurales déshéritées sont maintenus. Au Zimbabwe, les taux de mortalité infantile baissent en dépit des rigueurs de la politique d'ajustement et de la sécheresse.

L'ajustement n'est pas en soi une politique désastreuse. Ce qui compte, ce sont les choix de société de ceux qui l'appliquent. Une même recette ne produit pas partout les mêmes effets.

Ils économisent, elles bâchent

L'impact des politiques d'ajustements structurels sur la condition féminine varie selon les pays, les secteurs économiques et les classes sociales. Les études du Bureau international du travail (BIT) montrent que la situation des femmes des villes se détériore plus vite que celle des femmes des campagnes. Libéralisation et privatisation entraînent une baisse des salaires dans les entreprises, une dégradation des conditions de travail et de sécurité sociale. En dépit des taux de chômage élevés, on observe une recrudescence de l'emploi féminin

dans les industries où la main d'œuvre est mal payée (textiles et habillement). Les femmes représentent 90% des employés des zones franches industrielles de nombreux pays. Elles travaillent pour de maigres salaires sans aucun filet social. Engagées, renvoyées au gré de la loi d'airain de l'offre et de la demande.

Les quelques sous gagnés fondent vite pour acheter le riz, l'igname, le maïs, la patate douce, le manioc, le mil et les légumes sur les marchés. Les prix des produits alimentaires de base sont à la hausse. Poli-

tique d'ajustement oblige, les campagnes, cultivent de plus en plus les produits d'exportation. Baisse des salaires, précarité des ressources et hausse du coût de la vie rendent la vie des femmes pauvres des villes toujours plus difficile. A cela s'ajoutent la baisse des prestations des dispensaires et la hausse des coûts de scolarisation. Nombre de femmes se trouvent projetées dans les cercles infernaux de la pauvreté. S'égrènent alors les fléaux de la malnutrition, de la mortalité maternelle et infantile, de la propagation des maladies infectieuses, de



la prostitution, de l'analphabétisme, de l'abandon des enfants et de la délinquance.

Quand les ressources deviennent rares, ce sont les femmes et les fillettes qui souffrent le plus des maladies de carence (anémie, avitaminose A qui peut provoquer la cécité, etc.). Les filles subissent force discriminations. Elles travaillent de longues heures au sein du ménage, sont moins nourries que leurs frères et ne fréquentent pas ou guère leurs classes. Dans certains pays d'Afrique, 70% des femmes sont analphabètes et les filles ne représentent que le tiers, le quart parfois du nombre total des élèves des écoles primaires. Les conséquences de cet état d'ignorance sont tragiques. On sait en effet que la mortalité des enfants est liée au degré d'instruction des mères et que l'éducation des femmes provoque la baisse de la fécondité.

Production-reproduction

Les femmes assument deux rôles essentiels au sein des sociétés: ceux de la production et de la reproduction. Deux activités intrinsèquement liées. Le travail des femmes ne cesse d'osciller entre ces deux pôles. Il se déroule dans l'égrenage quotidien de multiples tâches souvent dépourvues de toute «valeur» économique. Chercher l'eau et le bois, faire la cuisine et le ménage, marcher de longues heures jusqu'au dispensaire, éduquer les enfants, veiller sur les personnes âgées, cultiver les jardins potagers, garder les troupeaux: autant d'activités qui vont de soi, qu'on ne songe même pas à évaluer et qui n'entrent dans aucun modèle économique. Un facteur de production improductif en quelque sorte.

Certains travaux féminins relèvent de la sphère productrice: travail dans le secteur public ou privé, travail à domicile pour des entreprises (textiles en particulier), fabrication et vente de produits artisanaux (poterie, vannerie, filature, tissage, tricot, couture). Les femmes produisent aussi une grande partie des aliments consommés dans les familles rurales: 80% en Afrique, 60% en Asie, 40% en Amérique latine. Elles vendent une partie de leurs récoltes sur les marchés.

Le secteur informel

Les femmes du Sud sont très présentes dans le secteur informel de l'économie, un secteur difficile à évaluer et qui n'apparaît pas dans le PNB. En Amérique latine, 45% des personnes actives de ce secteur sont

des femmes. Elles vendent quantité de marchandises sur les trottoirs des villes, cuisinent des soupes et des petits en-cas pour les employés qui sortent des bureaux, pressent des oranges fraîches, proposent des films aux touristes, louent des lunettes d'approche sur les points de vue et les belvédères, proposent des lunettes-loupes pour presbytes aux arrêts de bus où sont affichés les horaires, cultivent plantons, fleurs et plantes d'appartement. Elles confectionnent les uniformes scolaires de la rentrée à des prix moindres que ceux des magasins. A la Paz, nombre de femmes gèrent des téléphones «clandestins». Les fils «sauvages» se branchent sur les lignes. On



peut appeler vite, sur la rue, derrière les étalages de fruits, les piles de journaux, de pullovers et de ponchos, à des tarifs qui défient toute concurrence. On peut tout acheter, tout louer, tout emprunter sur les marchés informels et l'ingéniosité est sans limite. Il arrive même qu'à la saison des pluies, on construise de petits trottoirs de bois dans les rues boueuses. Il en coûte quelques sous pour les emprunter. Les femmes et leurs enfants tiennent ces péages improvisés. L'imagination ne manque pas. Ce précieux ingrédient est par contre absent des projets de développement et des programmes d'ajustement. Personne n'imagine en filigrane derrière les courbes de productivité et les chiffres en colonne des intérêts de la dette, le travail visible et invisible des femmes, leur rôle essentiel de préservation de la vie et de sa valeur.

Des heures de travail en plus

La croissance économique doit venir de la stimulation de deux facteurs essentiels de production: la terre et le travail. Des facteurs qui sollicitent surtout le travail des femmes. On attend donc de la majorité des femmes du Sud de longues heures de travail en plus, payé et impayé. Etrange tout de même, comme le relèvent les économistes féministes, que ce travail invisible, dénué de toute valeur économique, devienne soudain indispensable pour faire grimper les fameuses courbes de productivité.

Le travail des femmes n'existe pas mais on compte sur lui. Il faut produire plus, exporter davantage. On fait comme si le temps des femmes avait les qualités de l'élastique, un article certes féminin.

Des revenus en moins

Les bénéfices de la croissance ne reviennent guère au bout de compte à celles qui ont oeuvré. Elles ne possèdent pas les moyens de production. Ainsi, en Afrique sub-saharienne, les hommes encaissent les revenus des cultures commercialisées. La séparation des budgets est de règle. Aux femmes, les revenus de leurs cultures maraîchères; aux hommes, ceux des cultures d'exportation. Il y a trois ans, les femmes de certains villages de Tanzanie se sont rebellées. Elles ont refusé de continuer à cueillir le thé dans les champs de leurs maris. La récolte est affaire de femmes. Il faut travailler de longues journées et garder l'oeil sur les enfants. Un travail ingrat

et comme toujours économiquement invisible. Le développement de la culture du thé en Tanzanie est un projet de la Banque mondiale, laquelle toujours penchée sur les courbes de productivité, avait compté sur la gratuité du travail de la récolte. Finalement, il a été décidé qu'une part des revenus serait versée aux femmes en fonction de leur travail. Depuis lors, les récoltes se passent sans heurt.

Des enfants qui meurent

Cette histoire finit plutôt bien. Il en est d'autres qui se terminent mal. Le temps des récoltes des cultures d'exportation signifie travail harassant pour les femmes, précarité des conditions d'alimentation et d'hygiène et hausse de la mortalité infantile. Quand



les conditions de vie sont difficiles, l'hygiène se dégrade vite. Les femmes qui récoltent n'ont guère de temps de veiller sur l'eau et les aliments. Elles délaissent aussi leurs cultures vivrières. La nourriture devient moins variée et se met à manquer. Les jeunes enfants mal ou sous-alimentés contractent des diarrhées. Nombre d'entre eux en meurent. La diarrhée est une des causes principales de la mort des enfants dans le tiers monde. Chaque année 5 millions d'enfants, dont 80% ont moins de deux ans en meurent. Le temps des récoltes dans les campagnes coïncide avec les taux élevés de mortalité infantile.

Tenir compte des réalités

Tout projet d'ajustement doit tenir compte de ces réalités. Les femmes «inactives» du Sud accomplissent un immense travail. On ne peut exiger un effort supplémentaire de production sans analyser la division du travail et la répartition des revenus entre les sexes. Les femmes ne sont pas taillables et corvéables à merci. Leur invisibilité économique fait souvent oublier que sans leur patient labeur quotidien dans de multiples rôles, les fragiles rouages d'une société s'enrayent.

Exiger plus de productivité, plus d'exportations afin d'engranger de précieuses

devises qui servent à sortir l'économie de la mouise. Oui, mais qui doit travailler plus, quand et comment? C'est connu, les Nations Unies l'ont publié et répété durant la Décennie internationale de la femme (1975-1985). A l'échelle de la planète, les femmes fournissent deux tiers des heures de travail - un tiers seulement est considéré comme productif - et reçoivent un dixième du revenu mondial. Elles possèdent un centième des biens de production.

Un oubli freudien ?

On peut penser que nombre de planificateurs des politiques d'ajustement «oublient» les questions de la division des tâches entre les sexes car ils redoutent les remises en question des modèles économiques, lesquels se fondent sur les valeurs traditionnelles et la subordination des femmes. Les plans élaborés pour stimuler les économies partent d'une analyse réductrice des réalités sociales et considèrent qu'il va de soi que les femmes sont faites pour égrener les multiples tâches de la vie quotidienne. On peut compter sur leur diligence et leur soumission. Mettre en lumière l'importance du rôle des femmes dans la cohésion sociale et la survie des sociétés implique un bouleversement des schémas simplificateurs qui servent de fondement à l'élaboration des stratégies économiques.

Le grand mérite des politiques d'ajustement est précisément de faire surgir l'importance des rôles sociaux que jouent les femmes. Face à certains échecs, force est de constater que les limites du travail féminin sont atteintes. Les femmes ne peuvent travailler plus et tout accroissement de leurs tâches déclenche de sérieux problèmes de société. A l'heure de la Conférence de Pékin, peut-être serait-il temps de songer à proposer d'associer enfin les femmes à l'élaboration des politiques économiques.

Revoir la comptabilité nationale

Le travail des femmes doit devenir visible, être pris en compte dans la comptabilité nationale. Bien sûr, montrer dans les statistiques comment la vie se vit n'amène rien de bien nouveau. Bien sûr, ça complique la tâche et les modèles mathématiques vont devenir d'une grande complexité. Bien sûr, ça va coûter beaucoup plus cher et finalement toutes ces embrouilles que veulent les femmes ne vont rien changer aux réalités du monde économique et du commerce international. Bien sûr... mais peut-être, les politiques économiques vont-elles gagner en réalisme, en efficacité, en humanité.

Simone Forster



Café colombien ou riz asiatique piégés par les prix internationaux.

(Photo Fédération genevoise de coopération)



Le temps des femmes

Les femmes triment de l'aube au crépuscule dans les pays de l'Afrique subsaharienne mais leur labeur demeure invisible aux yeux des planificateurs et des conseillers internationaux.

Elles vont chercher l'eau, le bois, élèvent leurs enfants, cuisinent, nettoient, cultivent les champs, vendent une partie du produit de leurs récoltes. De l'aube au crépuscule, dans l'Afrique subsaharienne, les femmes triment. Dans certaines zones arides, la quête de l'eau signifie quatre heures de trajets par jour. Les femmes sont aussi actives dans le secteur «informel», celui des mille métiers de la débrouillardise qui permettent de gagner quelques sous.

Ces multiples tâches féminines sont dépourvues de toute valeur économique. Tenir compte de l'importance du seul travail ménager reviendrait à augmenter le PNB de 30 à 50 % en Afrique subsaharienne. On continue toutefois à faire comme si la majorité de la population vivait dans l'oisiveté. Les femmes classées comme «inactives» réalisent en fait la plus grande partie du travail.

Ce sont elles qui forment 60% des «masses paysannes» et contribuent à 80% de la production alimentaire totale. Elles reçoivent toutefois moins de 10% des crédits accordés aux petits agriculteurs et 1% des crédits accordés à l'ensemble du secteur agricole. Elles sont aussi oubliées des organismes de prêts multilatéraux. Elles ne touchent en effet que 5% des crédits.

Un travail inexistant mais vital

Comme le travail féminin n'existe pas, les responsables des politiques d'ajustement ne s'en préoccupent pas. Ils n'en évaluent ni l'importance, ni la durée. Les nouvelles mesures économiques, — libéralisation des prix et du commerce entre autres — visent à accroître la production des cultures agricoles d'exportation. La théorie

économique néo-classique considère les producteurs comme des êtres «neutres» qui vont réagir de la même manière à une hausse des prix. On attend donc des femmes qu'elles se consacrent à la culture intensive des produits d'exportation, ceux qui vont rapporter plus d'argent. Un raisonnement logique sans doute mais déconnecté des réalités quotidiennes.

Les études de la Banque mondiale dans le cadre du Programme spécial pour l'Afrique révèlent en effet que le temps des femmes n'est pas étirable à volonté. Il est impossible d'accomplir les multiples tâches et corvées qui scandent les journées et culti-

Qu'avons-nous donc fait?

Nous, celles qu'on appelle les ménagères, nous nous demandons: qu'avons-nous donc fait dans nos foyers pour être ainsi submergées par cette dette extérieure? Nos enfants ont-ils trop mangé? Ont-ils fait des études dans les meilleurs collèges? Portent-ils des habits de luxe? Avons-nous changé de style de vie? Touchons-nous des salaires trop élevés? Nous disons toutes NON. Nous n'avons pas de meilleurs soins de santé ni de meilleures écoles. A qui sont allés les bénéfices? A qui a profité l'argent de la dette? Pourquoi faut-il que NOUS devons payer, et en supporter le poids?

Dominga de Velasquez,
discours au nom des
Associations féminines,
La Paz, 1994

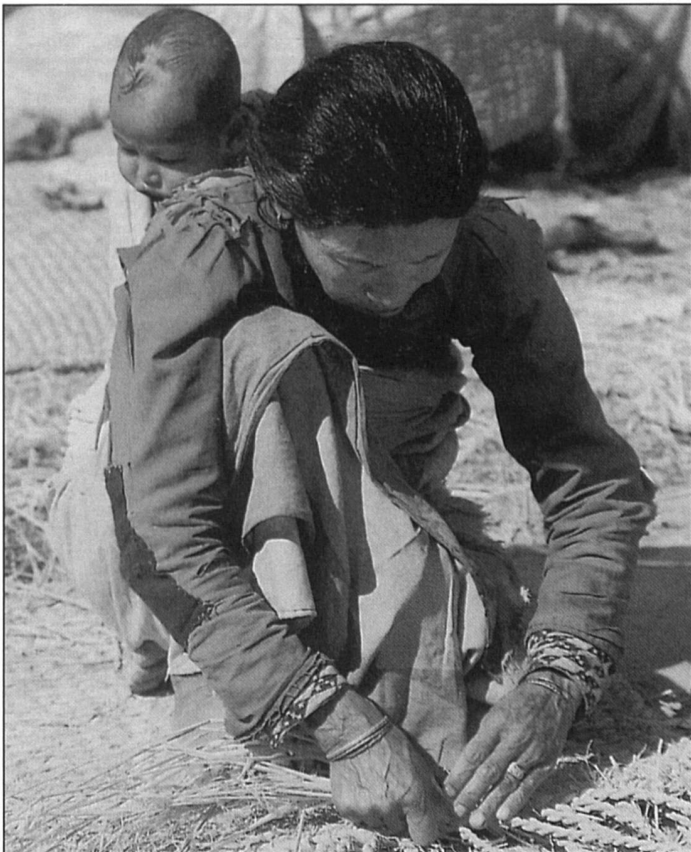
ver de surcroît les champs réservés aux produits d'exportation. Les femmes cultivent en priorité leurs parcelles. Elles font pousser les plantes qui font bouillir les marmites et qui leur fournissent quelques revenus pour leur famille.

L'apparition soudaine de ces simples réalités change la vision des planificateurs. Tout à coup, le travail féminin gagne d'importance. On s'aperçoit qu'il faut plus de subtilité dans l'analyse et qu'il convient d'étudier de plus près la répartition des revenus et des tâches dans les ménages. On découvre aussi que quelque 30% des familles africaines sont monoparentales et qu'elles reposent sur les seules épaules féminines. L'économie trébuche parfois sur des réalités.

Simone Forster

Sources:

- *Women and economic policy*, Barbara Evers, Oxfam, Focus on gender, Oxford, 1993.
- *Paradigm postponed: Gender and economic adjustment in Sub-Sahara Africa* Technical Department, Africa region, World Bank, Washington 1993.
- *Gender and population in the adjustment of African economies: Planning for change*, Ingrid Palmer, International Labour Office, Geneva 1994.
- *How is structural adjustment affecting women?* Diane Elson, Development 1989- Journal of SID.
- *Women and world economic crisis*, Jeanne Vickers, Zed Books Ltd, London 1991.
- *Femmes, population, développement*, Recherches féministes, vol. 8 numéro 1, 1995.
- *Rapport mondial sur le Développement humain 1995*, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Paris 1995.



On attend des femmes qu'elles se consacrent à la culture intensive des produits d'exportation. Logique, mais déconnecté des réalités quotidiennes. (Photo: Peter Frey-Helvetas)